

Compte rendu du débat n°1 : lieu Cin'Hoche. Animateur M. Gabin.
Samedi 6 décembre 2003

Question choisie : quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Les trois éléments principaux qui se dégagent de cette première rencontre sont les suivants :

1°) Il ressort un sentiment de scepticisme par rapport à l'utilité du grand débat et son influence sur le contenu de la nouvelle loi. L'ensemble de l'assistance pense que ce dernier va cautionner des réformes déjà faites. La commission n'est pas indépendante a-t-on entendu dire. Comment pourrait-elle l'être puisque côté usagers y siègent le président honoraire du groupe Lafarge, le directeur général adjoint de l'organisation et des ressources humaines chez Dassault Systèmes, la confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment ?

2°) Il ressort en second lieu un ressentiment général des enseignants et des parents qui ont l'impression de s'être déjà exprimés sans avoir été écoutés.

3°) Toutefois malgré ses réticences, de la discussion entre participants émergent des propositions pour maintenir les valeurs républicaines dont prioritairement celle qui touche à l'égalité.

- ne pas accroître les inégalités entre les individus en délaissant la réflexion autour de l'enseignement professionnel. Ce dernier doit être revalorisé et ne doit pas s'ajuster uniquement aux offres d'emploi. L'école ne doit pas former à des métiers mais assurer un bon niveau de formation générale à tous.
- Il convient de maintenir la scolarisation effective des enfants de 3 ans. 35 enfants de Bagnolet nés en 200 ne sont pas scolarisés à l'heure d'aujourd'hui.
- Il faut maintenir la gratuité
- La décentralisation risque d'accroître les inégalités. Certains départements, certaines régions sont mieux dotés que d'autres en matière d'équipements scolaires. Les collectivités territoriales n'ont pas les mêmes moyens, ni les mêmes priorités budgétaires.
- La disparition des aides-éducateurs a posé le problème des missions qu'ils accomplissent dans les écoles (BCD, informatique, aide à l'intégration d'enfants handicapés) Il va donc y avoir des inégalités entre les écoles qui pourront bénéficier de personnels et d'autres non.

(Voir en annexe la motion remise sur ce sujet par la fédération de parents d'élèves présente au débat)

- La question des programmes a été posée en termes d'égalité nationale du point de vue des contenus réellement enseignés et en termes de bagage minimum à enseigner en vue de l'intégration sociale et professionnelle de chaque individu.

∞ l'accès des écoles à la culture devrait être favorisé par la mise en place de la gratuité tant au niveau des transports que des entrées dans les musées.

Compte rendu du débat n°2 : lieu Cin'Hoche. Animateur M. Gabin.
Samedi 13 décembre 2003

Question choisie : Quelles doivent être les missions de l'école, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?

Les trois principaux points qui ont été débattus lors de ce second débat sont les suivants :

1°) La formation professionnelle qui apparaît comme une mission importante du système éducatif en plus de la culture générale (instruction et éducation) et de la formation citoyenne à transmettre. Concernant la culture générale à dispenser, le groupe s'est interrogé sur les contenus minimaux à faire acquérir. L'informatique, les langues vivantes, la technologie, les sciences et les mathématiques doivent avoir une place centrale dans l'enseignement sans pour autant que les démarches visant la création et la sensibilité artistiques soient minimisées pour autant.

2°) La formation citoyenne passe par le maintien d'une école laïque respectueuse des différences de tous au sein d'un vivre ensemble collectif. En conséquence, l'école devrait être une institution hors de toutes pressions : religieuses certes mais aussi commerciales, économiques et politiques dans le cadre d'une éthique humaniste qui favorise à la fois le développement personnel et les coopérations interpersonnelles.

3°) la question de l'orientation a été longuement débattue tant au plan de l'information à transmettre qu'au plan de l'insertion professionnelle des jeunes. A propos de l'information, il semble que celle-ci doit être mieux assurée pour tous les acteurs du système : élèves, parents et enseignants notamment pour les autres niveaux que leurs niveaux d'exercice. Concernant l'insertion professionnelle, une idée forte a été réaffirmée par tous à savoir : refus de l'adaptation aux besoins à courts termes de l'économie régionale. Par ailleurs, l'apprentissage sous statut scolaire a recueilli l'adhésion de tous les participants.